

Une approche éthique de la société de l'information : la déclaration de Vilnius

Jacques Berleur, professeur, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP),
Namur

Le « World Information Technology Forum » (Vilnius, 27-29 août 2003), organisé par L'International Federation for Information Processing (IFIP), sous les auspices de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du gouvernement lithuanien et de l'Union internationale des télécommunications (UIT), a essentiellement mobilisé les pays en développement et les pays émergents. Ce forum leur a permis de s'exprimer autrement que dans le cadre des conférences régionales, comme la conférence de Bamako et la conférence d'Amérique Latine : durant ces conférences, ils ont été soumis à une pression constante entre ce qu'on leur faisait dire et ce qu'ils auraient voulu dire.

Le forum a accueilli 700 participants environ, dont des chefs d'État (comme Rolandas Paksas, président de la république de Lituanie) et d'autres personnalités (comme Yoshio Utsumi, secrétaire général de l'ITU, Abdul Waheed Khan, sous-directeur général pour la communication et l'information de l'UNESCO). Soixante-treize pays étaient représentés, dont la fédération de Russie, la Lituanie, la Roumanie, le Botswana, l'Islande, la Grèce, la Corée, l'Ukraine, la Biélorussie, le Panama et la Hongrie. En dehors des séances plénières et des panels, des sessions parallèles ont été organisées sous forme de huit commissions (Préparation du terrain pour ICT - Construction de l'infrastructure - Les opportunités économiques - La participation à la démocratie - La santé - L'éducation - L'environnement - Les aspects éthiques et sociaux).

Nous devons reconnaître qu'il existe un discours très consensuel autour de la fracture numérique. Certains thèmes reviennent dans tous les discours, comme l'investissement des personnes, le développement des applications nouvelles, les risques, les menaces pour la vie privée. Pour réduire la fracture numérique, il est indispensable d'accroître la confiance et de former les populations. Abdul Waheed Khan a souligné que la société de l'information représentait un changement technologique sans précédent, entraînant des changements en matière socio-économique et démographique. Ainsi, la technologie est-elle le moteur du développement de l'histoire. Nous allons vers une société de la connaissance dans laquelle il est nécessaire d'être formé tout au long de sa vie. Les gouvernements se posent régulièrement la question de savoir ce qu'ils doivent faire. Il faudrait notamment un Internet moins coûteux, avoir des initiatives de type e-gouvernement – du fait que le e-business n'a pas marché comme prévu – et défendre le multilinguisme

La déclaration de Vilnius comporte des objectifs nobles, comme la réduction de la fracture numérique, la réduction de la pauvreté, celle des déséquilibres entre les générations. Mais, elle comporte aussi des objectifs qui peuvent paraître plus discutables, comme l'encouragement à l'e-gouvernance et le bi-gouvernement, le développement de la création de domaines publics dans le plein respect de la propriété intellectuelle.

Certaines recommandations de type technologique et économique ont été données lors des travaux des différentes commissions. La plupart des éléments de la Déclaration de Vilnius ont été élaborés d'après la logique dominante, à savoir d'abord la technologie, ensuite les services tels que l'e-commerce, l'e-gouvernement et, en dernier lieu, les ressources humaines et les mesures sociales. Les économistes disent : la fracture numérique est peut-être plus

significative que toutes les questions économiques, sociales et culturelles, surtout quand on l'examine dans le contexte de la globalisation ; une bonne gouvernance, l'e-gouvernement, le chemin est centré sur le citoyen coopératif en continu. Force est de constater que la plupart des discussions sur le futur de la société de l'information sont déterminées par la faisabilité technique et définies par la technologie, plus que par les besoins des utilisateurs et des consommateurs.

Les orientations, soulignées par les pays émergents et les pays en développement, me semblent importantes, sous peine d'échec à venir. Ces pays soulignent qu'il est nécessaire, en premier lieu, de comprendre et de répondre à une demande sociale, et non de développer une technologie. Il faut assurer une éducation qui améliore la relation des individus avec leur environnement, et la développer régulièrement. Il faut construire des capacités locales scientifiques, technologiques, d'ingénierie dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

La commission dénommée « Éthique de la société de l'information » de l'UNESCO a déjà travaillé sur un certain nombre de questions sociales et éthiques, comme le pouvoir des personnes, la responsabilité des designers, les valeurs culturelles. Parmi les questions mises en avant par la société civile, il y a l'accès au contenu, l'éducation, l'alphabétisme, la sensibilisation du public, le multilinguisme, les questions culturelles. Par ailleurs, la huitième commission de la déclaration de Vilnius recommande la mise sur pied de comités éthiques et sociaux, au niveau national et régional : il est probablement nécessaire de régionaliser davantage pour mieux tenir compte à la fois des cultures, des appareils légaux et des appareils sociaux.

Certains choix sont à clarifier. Une fois ces choix clarifiés, il sera possible de donner une priorité de thèmes sociaux et éthiques à traiter. Il est nécessaire de s'assurer d'un équilibre entre les dimensions sociales et techniques, alors que tout indique aujourd'hui que les choix sont faits seulement en fonction de la faisabilité technique. Il s'agit-là de renverser la logique de l'ITU et de revenir à une autre logique à laquelle la société civile aspire.